



La Commune



ALGÉRIE : « QU'ILS PARTENT TOUS »

La Lettre de La Commune, Hors Série, 27 mai 2019

Nous publions ci-dessous, la déclaration de l'AG des enseignants de la faculté de Science-Eco de Tizi-Ouzou. Comme chacune et chacun pourra le voir, la révolution algérienne poursuit son héroïque marche en avant. Plus que jamais, la solidarité internationale est un atout important.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ENSEIGNANTS DE LA FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

DÉCLARATION

La révolution citoyenne avec sa lutte pacifique forçant l'admiration de toutes et de tous, son attachement à l'unité nationale, son respect de la diversité, malgré les manœuvres criminelles et antipatriotiques des cerbères du système militaro-policière, aura permis au peuple algérien de transcender avec beaucoup de philosophie, ses peurs, ses doutes, ses angoisses et par conséquent, de recouvrer sa dignité, sa liberté et son honneur. Mieux sa solidarité, sa générosité, son courage, son esprit artistique, somme toute sa civilisation, le mouvement révolutionnaire avec ses différentes expressions le montre d'une façon magistrale. Ainsi, l'authenticité de son être et la noblesse de son histoire sont rétablies. Le monde entier en est agréablement surpris, la diplomatie algérienne a pris des couleurs de printemps permettant du coup à l'Algérie d'occuper un rang honorable dans le concert des nations.

Pour davantage d'engagement et de participation dans le mouvement populaire les enseignants de la faculté d'économie se sont réunis en assemblée générale aujourd'hui mardi 21 mai 2019 à l'amphi BELHOUS .Après avoir discuté largement aussi bien de la crise politique que traverse le pays que de l'université, les enseignants :

- Condamnent avec la plus grande fermeté les violences dont ont fait l'objet un étudiant de la faculté des sciences économiques (gravement blessé par arme blanche) à l'intérieur du campus HASNAOUA, et les deux animateurs du mouvement quatre-vingt. Venus pour animer une conférence à l'auditorium de HASNAOUA, les deux conférenciers ont été empêchés de s'exprimer ; pire ils ont été gazés. C'est d'une gravité extrême. Cette barbarie n'est ni une génération spontanée ni un acte isolé. Il s'agit d'une manœuvre criminelle visant à salir l'image de l'université Mouloud MAMMERI de TIZI OUZOU, son universalité, son esprit critique, mais également à détruire le mouvement en dressant les uns contre

autres. Les instigateurs de ce crime de lèse-université doivent être identifiés, arrêtés et jugés.

- Rejettent sans aucune ambiguïté les présidentielles prévues pour le 04 juillet 2019, tant les conditions de transparence du processus électoral ne sont pas et ne seront certainement pas réunies d'ici-là. Pire la matrice idéologico-institutionnelle dont le seul magistère qu'elle exerce depuis 1962 est l'organisation des fraudes électorales et la fabrication des résultats, est aux aguets ; et n'attend que le rendez-vous. Tout scrutin qui se tiendra dans ces conditions sera frappé de discrédit et ses résultats seront illégitimes. Maintenir le calendrier électoral du 04 juillet contre vent et marées, exprime la volonté du noyau dur du régime de restaurer le système et de venir par conséquent à contre sens de l'histoire. C'est une parfaite trahison envers le peuple.
- Relèvent avec une grande inquiétude le rôle autant inédit que grave que joue le chef d'état-major depuis le début du mouvement populaire. L'immixtion du militaire dans la gestion de la crise actuelle est inacceptable ; elle laisse augurer de sombres perspectives aussi bien pour le pays que pour son avenir démocratique. Est-il nécessaire de rappeler que la crise est éminemment politique et par voie de conséquence, la solution ne peut être que politique. Les enseignants considèrent dans ces moments cruciaux que le seul et unique devoir des militaires est de faciliter le processus de transition en faveur de l'avènement d'un Etat civil et démocratique. JOMHORIYA MACHI CAZERNA, slogan des algériennes et des algériens, en est la parfaite illustration
- Considèrent que la mobilisation précipitée et improvisée de l'appareil judiciaire a débouché sur l'arrestation des uns et l'audition, à titre de témoins, des autres. Cette lutte clanique et ces règlements de comptes entre différentes factions du pouvoir, étant contre-révolutionnaires de par l'histoire, ne peuvent constituer la réponse au mouvement populaire, d'autant plus que la révolution ne les a pas revendiqués. L'instauration d'un Etat de droit et d'une justice indépendante est un préalable à YETHASBOU GA3.

Aujourd'hui, le mouvement après trois mois de mobilisation, a mûri, tant et si bien qu'il a franchi le seuil de non-retour. Le processus révolutionnaire est irréversible. Le changement est inévitable. Cependant, consciente de la nécessité de maintenir les institutions de l'Etat, la révolution n'a pas l'intention de faire tabula-rasa. Les algériennes et les algériens qui sont aux postes de responsabilité et ayant les mains propres ne sont pas visés.

Par contre toutes celles et ceux qui sont impliqués dans la corruption et ayant participé au pillage du pays et à la formation de la crise actuelle YETNAHAW GA3¹. La révolution l'exigera et l'imposera.

A la fin des travaux, les enseignants ont décidé :

- De rejoindre la coordination des facultés de l'UMMTO ;
- D'appeler à une Assemblée générale pour le mardi 28 Mai 2019 à 10:30 à l'amphi BELHOUAS De s'organiser en carré avec des slogans durant la marche du vendredi 24 Mai 2019.

Tazdawit ihsnawen, 21 magu 2019

1 Qu'ils partent tous ! »

Modifié le lundi 27 mai 2019

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>